



Histoire de l'éducation

113 | 2007
Varia

POUCET (Bruno) (dir.). – *Visages du mouvement enseignant au XXe siècle. Syndicats et associations*

Revue du Nord, Hors série n° 20, collection « Histoire », 2005.

André D. Robert



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1378>

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 151-157

ISBN : 978-2-7342-1076-4

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

André D. Robert, « POUCET (Bruno) (dir.). – *Visages du mouvement enseignant au XXe siècle. Syndicats et associations* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 113 | 2007, mis en ligne le 27 mai 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1378>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

POUCET (Bruno) (dir.). – Visages du mouvement enseignant au XXe siècle. Syndicats et associations

Revue du Nord, Hors série n° 20, collection « Histoire », 2005.

André D. Robert

RÉFÉRENCE

POUCET (Bruno) (dir.). – *Visages du mouvement enseignant au xxe siècle. Syndicats et associations*. – *Revue du Nord*, Hors série n° 20, collection « Histoire », 2005.

- 1 Nous devons à l'esprit d'initiative scientifique de Bruno Poucet, chercheur au CURSEP¹ de l'université de Picardie Jules Verne, et à la pertinence éditoriale de l'excellente *Revue du Nord* de pouvoir lire, dans un numéro hors série de sa collection « Histoire », plusieurs intéressantes contributions à l'étude du syndicalisme enseignant. Comme on le sait, le syndicalisme, et plus particulièrement le syndicalisme enseignant, constituent des objets plutôt marginaux de la recherche historique et sociologique, peut-être à la mesure de la perte d'influence de la pratique syndicale dans notre pays (y compris, même si c'est à un degré moindre, dans le monde enseignant). Quoi qu'il en soit des oscillations de la cote du syndicalisme enseignant comme objet scientifique, l'intérêt de s'en emparer, en élargissant le champ à divers mouvements associatifs – en l'occurrence la Société des agrégés et l'Association générale des instituteurs des écoles et classes maternelles publiques (AGIEM) – s'avère indéniable, pour autant qu'on l'aborde sous des angles problématiques féconds, comme c'est ici le cas.
- 2 Résultat d'une journée d'étude organisée par plusieurs unités de l'université de Picardie (les deux laboratoires CURSEP et SASO² et le service culturel), par les archives départementales de la Somme et par l'association « Les Amis du Maître », le volume offre au moins deux types d'entrée, qui se recoupent évidemment puisque l'une a, en

partie, constitué la condition de l'autre : l'entrée documentaire, qui correspond à la deuxième partie (« Annexes », pp. 113-186) et procède d'une exposition qui avait accompagné la journée d'étude (parallèle à l'exposition nationale itinérante *Visages du mouvement ouvrier*) ; l'entrée proprement scientifique, qui ouvre le numéro (pp. 7-109), et qui ménage elle-même deux types d'approche, nationale et locale. De ce point de vue, et bien que le directeur de l'ouvrage ne se réclame pas explicitement de ce programme théorique, on pourrait évoquer Clifford Geertz recommandant « un aller-retour dialectique entre le plus local des détails locaux et la plus globale des structures globales en sorte qu'on arrive à les voir simultanément »³ ; ou, plus près des références des contributeurs, Antoine Prost rappelant que « c'est par les monographies que l'histoire sociale a progressé en France »⁴.

- 3 Isabelle Chave, conservatrice du patrimoine aux archives départementales de la Somme de 2001 à 2004, déroule dans un article intitulé « Du retour aux sources »⁵ la trame de l'histoire du syndicalisme enseignant en Picardie, depuis les origines (vers 1848) jusqu'aux années 2000, en s'appuyant sur sa connaissance acérée des fonds des services d'archives de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme : le lecteur peut retrouver dans les annexes plusieurs des documents évoqués dans sa contribution. Elle souligne le gisement de recherches possibles que constituent ces fonds, tant il est vrai que, si quelques mémoires de maîtrise d'histoire ont, de par la France, développé cette orientation, les monographies départementales consacrées au mouvement enseignant ne sont pas si nombreuses⁶. En Picardie même, il ne semble pas qu'il existe de travail systématique sur le sujet hormis cette contribution elle-même, à titre d'étayage documentaire. Évoquant au passage plusieurs personnalités marquantes du monde enseignant de la Somme, tant au plan politique que syndical et associatif, Isabelle Chave insiste à juste titre sur la mine que représentent les dossiers des personnels enseignants (livrets scolaires, notices de déroulement de carrière, correspondance avec les tutelles, rapports d'inspection, éventuels congés pour mandats politiques...) ; elle ne manque pas de souligner l'intérêt du versement des fonds privés réunis – ou à réunir (il y a là parfois une pédagogie nécessaire) – par les syndicats eux-mêmes, les associations, les militants, dans les fonds publics d'archives, en pensant aussi à la dimension iconographique, trop souvent négligée. Elle mentionne, entre autres, le récent don aux archives de la Somme des papiers d'Edmond Vandermeersh⁷, ancien élève du collège de la Providence d'Amiens, devenu secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique au moment de la renégociation des contrats entre les établissements privés et l'État en 1969-1970, documents qui alimentent une étude de cet épisode mal connu des prolongements de la loi Debré.
- 4 Portant précisément sur cet objet, la contribution de B. Poucet, intitulée « La recherche de la "paix scolaire" : des négociations de 1969 au renouvellement de la loi Debré », se situe d'une certaine façon à l'articulation du local et du national. Comme il l'indique, en effet, deux des protagonistes de ces négociations sont liés à la ville d'Amiens : outre E. Vandermeersh, Jean Cuminal, secrétaire général de l'enseignement catholique de 1964 à 1972, est originaire de la capitale de la Picardie⁸. Le fonds Vandermeersh, ci-dessus mentionné, et les notes de J. Cuminal donnent le point de vue, loin d'être toujours unanime, de la partie catholique ; de l'autre côté, B. Poucet s'est ménagé un accès aux notes manuscrites de Jean Cornec, alors président de la FCPE, dont la veuve a autorisé la reproduction (qui constitue la très importante Annexe 1 du présent volume, pp. 113-137). L'enjeu de l'affaire était, au bout des neuf ans prévus par la loi de 1960, la prolongation ou

la modification des dispositions Debré. Des négociations secrètes s'engagèrent entre représentants du CNAL (Comité national d'action laïque) et du CNEC (Comité national de l'enseignement catholique). Sur la base de ces sources tout à fait nouvelles, l'auteur restitue les échanges, les rapprochements un temps envisagés, les points de vue peut-être conciliables de certains des leaders de chaque camp, cependant obligés de composer avec leurs extrémistes, et... l'aporie finale (on prend date pour se revoir, on ne se revoit plus, ce qui reviendra ainsi à en remettre pour plus de vingt ans de guerre scolaire). Le religieux, le politique, le syndical s'entremêlent ; au total c'est le Président de la République (Georges Pompidou) qui tranche en faveur de l'enseignement catholique.

- 5 L'intérêt de l'intervention de Béatrice Chopin-Monteverdi, « Les discours pacifistes de la section de la Somme du SNI à l'heure de Munich : la paix à n'importe quel prix ? », est notamment de rendre très concrets et très vivants, à travers le dépouillement du bulletin départemental (souvent mis en regard des organes nationaux) et d'autres sources disponibles aux archives départementales, les débats et les arguments échangés autour de la position à tenir face à l'Allemagne en un moment où André Delmas, pacifiste intégral qui versera dans la collaboration, dirige le syndicat national. Se fondant sur le succès de l'idée pacifiste chez la majorité des instituteurs de l'entre-deux-guerres, elle entend montrer que la facile acceptation de l'armistice du 22 juin 1940, voire de l'idée de collaboration, est chez une grande partie des syndicalistes de base un aboutissement plus qu'un point de départ. Un dialogue avec Jacques Girault, non cité⁹, aurait néanmoins été bienvenu sur ce sujet.
- 6 Les autres communications se situent résolument à l'échelon national. Celles de Yves Verneuil (CURSEP) et de Guy Brucy (SASO) se font en quelque manière écho. Le premier examine la nature des relations entre la Société des agrégés, fondée en 1914, dont il est le spécialiste reconnu¹⁰, et les syndicats de professeurs, aussi bien le Syndicat national des professeurs de lycée (futur SNALC) que le SNES (ex-SPES), en se demandant quelle organisation investit l'autre pour la dominer. La réponse qu'il donne dans sa contribution, « Oligarchie ou lutte d'influence ? participations croisées dans les organisations professionnelles de l'enseignement secondaire (première moitié du XXe siècle) », est forcément nuancée ; Y. Verneuil invite à tenir compte des sensibilités personnelles, dans la perspective de procéder à des approches prosopographiques. Ayant établi des tableaux fort parlants des responsabilités, strictement corporative d'une part, syndicale de l'autre, prises par les mêmes personnes dans les deux types de structure, parfois même – pour les littéraires – dans une troisième qui a joué un rôle charnière (la Franco-ancienne), l'auteur montre que dans le SNES du début des années 1950, par delà les différences de sensibilité personnelle, la connivence est grande avec les idées développées par les associations mentionnées (sur la signification de l'enseignement secondaire, sur le rôle des humanités classiques, etc.). Je verrais volontiers dans ces trois organisations précises (syndicale, corporative, disciplinaire) des lieux matriciels d'élaboration de ce que j'ai proposé d'appeler, en considérant une autre catégorie de personnels¹¹, le *démo-élitisme*¹².
- 7 Il n'est pas étonnant que l'on puisse parler avec Guy Brucy, auteur d'une monumentale histoire de la Fédération de l'Éducation nationale¹³, de « deux cultures syndicales », celle des instituteurs et celle des professeurs, fortement clivées bien qu'appartenant alors toutes deux au même courant dans la même fédération. Prenant ici « l'exemple du Comité d'action universitaire (1951-1952) », G. Brucy expose comment et pourquoi le SNES, pourtant membre de la majorité fédérale, s'en désolidarise en créant de sa propre

initiative un comité pour une revalorisation des salaires plus favorable au secondaire (CAU), dans lequel il parvient à enrôler la Société des agrégés, deux syndicats autonomes du supérieur, le SNALC, le SGEN (*horresco referens* aux yeux du SNI), et tout de même six autres syndicats FEN, l'ensemble étant aussi soutenu par la tendance cégétiste de la fédération, alors minoritaire. Un syndicaliste proche de la direction de la FEN diagnostique un « mouvement [...] ostensiblement conduit par les agrégés ». Il serait certainement outrancier de voir dans un tel épisode un des prodromes de la scission survenue quarante ans plus tard, les deux principaux syndicats s'étant alors rangés dans des appartenances politiques et des tendances rivales (le SNES étant devenu le syndicat des certifiés plus que des agrégés) ; mais y déceler les bases d'une incompatibilité d'idéologie professionnelle encore plus forte que les clivages d'autre nature est on ne peut plus fondé. Le CAU fonctionne comme un révélateur, à un moment où SNI et SNES confrontent leurs projets respectifs relativement à l'enjeu de la réforme scolaire sans jamais pouvoir s'entendre sur le sens et la place du collègue.

- 8 Deux autres contributions complètent opportunément cet ensemble déjà fort riche. Christine Berzin et Christine Brisset (CURSEP) comparent les postures adoptées par une association professionnelle, l'AGIEM, et un syndicat, le SNI-PEGC, par rapport à la question de la recherche : « Association professionnelle et organisation syndicale : quelles différences du point de vue de la recherche en éducation ? ». Elles abordent ainsi, en donnant des repères d'un côté comme de l'autre, un problème d'importance puisqu'il concerne la relation entretenue par les enseignants avec les savoirs de recherche, et en dernière analyse les pratiques professionnelles elles-mêmes, informées (ou non) des acquis de cette recherche. Les auteurs relèvent la préoccupation plus ancienne de l'association professionnelle pour ces savoirs, ce qui n'est pas pour surprendre de la part d'une organisation en partie créée dans le but de se les approprier, sinon de contribuer à les produire, et l'intérêt plus récent manifesté par l'instance syndicale, ce qui n'est pas non plus dénué de signification sur les évolutions du syndicalisme enseignant. Enfin Michaël Attali (Grenoble 1), spécialiste national du syndicalisme des personnels de l'EPS, brosse avec vigueur une problématique propre à l'éducation physique et sportive en un moment charnière : « Les fondements du syndicalisme de l'EPS (1945-1958) : entre corporatisme et professionnalisme ». Il restitue l'ampleur des rivalités et des conflits opposant le syndicat des *professeurs* d'éducation physique¹⁴ (alors SNPEP) et celui des simples *maîtres* de cette matière (SNMEPS), tous deux aussi membres de la FEN et appartenant au même courant ! Là encore, le *démo-élitisme* n'est pas absent des arguments des premiers. M. Attali montre dans le même mouvement comment leur projet professionnel sans doute plus cohérent les met en posture, sans négliger leurs intérêts corporatifs (loin de là), de commencer à imposer la scolarisation de leurs compétences et la définition d'une nouvelle discipline scolaire au sens strict (antérieurement il ne s'agissait que d'activité périscolaire). La commission pédagogique créée au sein du SNPEP (actuel SNEP) joue un rôle déterminant dans la mutation des pratiques syndicales, mêlant dès lors le corporatif et le pédagogique de manière inextricable. Appliquée au syndicalisme de l'éducation physique – manifestement anticipateur en la matière –, une formule forte de l'auteur pourrait aujourd'hui, au moins à titre de programme de recherche, être étendue à une grande partie des organisations enseignantes : « tous les débats qui traversent l'école et qui façonnent le syndicalisme enseignant sont "reproblématisés" au sein des syndicats de l'EPS à des fins professionnelles soutenant les intérêts personnels et collectifs ».

NOTES

1. Centre universitaire de recherche en sciences de l'éducation et psychologie.
 2. Savoirs et socialisation en éducation et en formation.
 3. Clifford Geertz, *Savoir local, savoir global : les lieux du savoir*, Paris, PUF, 3^e éd., 2003.
 4. Antoine Prost, *L'enseignement s'est-il démocratisé ?*, Paris, PUF, 1982, p. 22.
 5. Notre propre mode de présentation des contributions ne correspond pas à leur ordre dans l'ouvrage.
 6. On en trouvera une recension dans l'ouvrage de Jacques Girault, *Instituteurs, professeurs : une culture syndicale dans la société française (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, p. 328.
 7. A.D. de la Somme, 77 J 1-129, don 2003.
 8. Décidément très liée à l'histoire de nos politiques éducatives, ne serait-ce qu'en la personne de René Goblet (ministre de l'Instruction publique en 1885-86) ou de l'actuel ministre de l'Éducation nationale. On se rappelle aussi l'important colloque d'Amiens en mars 1968.
 9. Jacques Girault, « Le pacifisme du SNI dans les années 1930 » in Maurice Vaïsse (dir.), *Le pacifisme en Europe des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, Bruylant, 1993.
 10. Yves Verneuil, *Les agrégés*, Paris, Belin, 2005.
 11. André D. Robert, « Les professeurs des petits lycées et leur représentation : crépuscule et postérité d'une idéologie catégorielle (1881-1965) », in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*, Lyon, INRP, 2005, pp. 317-329.
 12. Pour aller vite, le démo-élitisme pose l'autonomie et la supériorité absolue de l'enseignement secondaire ; il défend notamment les humanités classiques ; il plaide pour une lente maturation du savoir et de la culture et pour un élargissement des conditions de recrutement de l'élite à toutes les catégories de la population (non à la seule bourgeoisie dont il dénonce les « cancre » qui ne sont pas à leur place), sans envisager aucunement la corrélation entre aptitudes scolaires et appartenance sociale.
 13. Guy Brucy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003.
 14. Il n'y a pas encore d'agrégation (elle a été créée en 1982), mais ces professeurs sont certifiés.
-

AUTEURS

ANDRÉ D. ROBERT